



LA CITOYENNETÉ EUROPÉENNE EXISTE-ELLE ?

Cette première édition des Journées européennes de l'Île-de-France se veut un moment de réflexion et de débats, proposant de penser la construction européenne d'une manière plus concrète en partant du territoire de l'Île-de-France et de permettre aux différents acteurs institutionnels, mais aussi universitaires et acteurs de la société civile de débattre sur des thèmes clés. Ces journées ont pour vocation d'améliorer la compréhension des grands enjeux européens et d'éveiller une conscience européenne, tout en gardant à l'esprit que la construction européenne n'est pas terminée et dépend de chacun et notamment de l'implication des Régions qui jouent déjà un rôle majeur dans certaines politiques.

9H30 OUVERTURE DES 1ÈRES JOURNÉES EUROPÉENNES DE L'ÎLE-DE-FRANCE 2013

Jean-Paul Huchon, Président de la Région Ile-de-France

Thierry REPENTIN, Ministre des affaires européennes (TBC)

10H00 - 11H15 CITOYEN EUROPÉEN ES-TU LÀ ?

Pour beaucoup, la citoyenneté européenne reste une réalité vague, voire un mythe. Elle se trouve mise en question aujourd'hui dans le contexte d'une crise financière, économique et sociale majeure qui affecte une grande partie de la population de l'Union européenne. Dans le même temps, cette crise fragilise l'ensemble des processus démocratiques conduisant à la mise en cause de la légitimité même des institutions et de l'action publique tant au niveau national qu'europpéen. Nombreux sont les citoyens trouvant que l'Europe ne leur apporte pas les réponses et la protection nécessaire face à la crise. Ils se tournent alors vers un positionnement extrême, se traduisant par un repli identitaire, une montée des populismes, des régionalismes et du sentiment anti-européen.



sous le patronage de la Représentation de la Commission européenne en France

Questions à débattre

- En quoi l'exercice des droits civiques et politiques qui s'attachent à la citoyenneté européenne contribue à renforcer la légitimité démocratique de l'UE et de l'action de ses institutions?
- Améliorer le fonctionnement démocratique des institutions de l'UE : est-ce suffisant pour une citoyenneté européenne durable ?
- Comment les institutions de l'UE, les États membres et les autorités régionales et locales peuvent-ils favoriser une véritable citoyenneté active et participative ?
- Comment une citoyenneté active et participative effective peut-elle apporter une valeur ajoutée à la démocratie représentative ? Quels sont les éléments constitutifs d'une véritable citoyenneté européenne active et participative ?
- L'Union favorise-t-elle le renforcement des identités régionales (voire des tendances séparatistes) observé dans de nombreux pays d'Europe ? Est-il compatible avec le développement de l'identité européenne ?
- Comment améliorer l'information des Européens ? Quel type d'informations les citoyens européens attendent-ils ?

INTERVENANTS DE LA 1^{ÈRE} TABLE-RONDE

Présentation contradictoire des grands enjeux par deux représentants de la société civile

- **Tony Venables**, Directeur de EUROPEAN CITIZEN ACTION SERVICE (ECAS)
- **Yves Bertoncini**, Secrétaire général du think tank Notre Europe

Commission européenne

- **Michel Barnier**, Commissaire européen (Tbc)

Comité des régions

- **Mercedes BRESSO**, Vice-présidente (Tbc)

Parlementaires français

- **Philip Cordery**, représentant des français à l'étranger (Tbc)

Acteur francilien

-

Représentant de la CROATIE - 28ème Etat-membre

- **Milan Bandić**, Maire de Zagreb

Catherine Lalumière, Présidente de la Maison de l'Europe de Paris



11H15 PAUSE-CAFÉ

11H30 QUELLE EUROPE VOULONS-NOUS EN 2020?

Depuis quelques années, le projet européen semble connaître une crise profonde, amplifiée par les graves difficultés financières que connaissent certains pays de la zone euro. En perte de vitesse, confrontée à de multiples défis économiques, environnementaux et énergétiques, l'Union européenne saura-t-elle répondre aux attentes et inquiétudes exprimées par certains et s'inventer un avenir ?

Questions à débattre

- Quel projet européen pour demain ? Quelles mesures pour renforcer son appropriation ?
- Institutions de l'UE, États membres, du niveau local au niveau national, société civile organisée : quelles responsabilités doivent-ils assumer à court et à long termes ?
- La crise actuelle empêche-t-elle ou impose-t-elle la création d'une Europe plus fédéraliste ?
- Comment peut-on promouvoir une véritable citoyenneté et la participation de la société civile afin de redonner une légitimité et une crédibilité à l'UE ?
- Quelle Europe pour demain ? une Europe qui ira plus loin dans l'intégration ?
La réponse économique suffit-elle ?

Intervenants de la 2^{ème} table-ronde

Présentation contradictoire des grands enjeux par deux représentants de la société civile

- **Fabien Chevalier**, Président de **Sauvons l'Europe**
- **Jonathan Leveugle**, rédacteur en chef du **Taurillon** et membre du Bureau national des Jeunes Européens

Parlement européen

- **Pervenche Berès (S&D)**
- **Jean-Marie Cavada (PPE)**
- **Patrick le Hyaric (GUE)**
- **Marielle de Sarnez (ALDE) Tbc**

Acteur francilien

-

12H45 CONCLUSIONS



sous le patronage de la Représentation de la Commission européenne en France

13H00 DÉJEUNER-BUFFET AU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE

14H30 LA MOBILITÉ DES JEUNES, VECTEUR DE CITOYENNETÉ EUROPÉENNE ?

La mobilité représente un outil essentiel pour la création d'un espace européen de l'éducation et de la formation tout au long de la vie, pour la promotion de l'emploi et la réduction de la pauvreté et pour le développement d'une citoyenneté européenne active.

Au-delà de cet aspect primordial, la mobilité des jeunes concourt également à la compétitivité économique du territoire – et la Région Île-de-France le sait bien – via le développement d'une main d'œuvre dotée de compétences interculturelles mais aussi via l'ouverture internationale que procure aux entreprises la mobilité des jeunes en formation professionnelle. Cependant, la mobilité reste souvent réservée à une élite. Et pour un trop grand nombre de jeunes Européens, la mobilité n'est toujours pas une possibilité réaliste, particulièrement pour les jeunes issus des milieux défavorisés.

Problématiques à débattre :

- Comment mobiliser plus de fonds pour développer cette politique malgré le fait que l'Europe est en période de crise des finances publiques ?
- Comment développer un partenariat entre les Régions et la Commission européenne ou les agences exécutives pour mettre en place une politique de mobilité cohérente et adaptée au territoire ?
- Création de plateformes régionales de la mobilité ?

Présentation contradictoire des grands enjeux par deux représentants de la société civile

- **Valentin Dupouey**, Président de Erasmus Student Network France
- **Dominika RUTKOWSKA-FALORNI**, Déléguée générale du Mouvement européen France

Parlement européen

- **Karima Delli** (ALE/Les Verts)
- **Constance Le Grip** (PPE) tbc

Parlement européen des jeunes

- **Malo Mofakhami**, président du Parlement Européen des Jeunes – France

Acteurs franciliens

- **Jean-François Baillon**, Vice-président du Conseil général de la Seine-Saint-Denis

Réseaux européens

- **Michèle Sabban**, Présidente de l'ARE - présentation du programme d'échange Eurodyssée

16H00-16H30 CLÔTURES DES JOURNÉES EUROPÉENNES DE L'ÎLE-DE-FRANCE

- **Pierre Kanuty**, Président d'Île-de-France Europe



sous le patronage de la Représentation de la Commission européenne en France